

LA PLATEFORME MONDIALE POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES : REGARDS DE FORMATEUR RMÉ SUR LE FORUM INTERNATIONAL DE GENÈVE

Publié le 01/08/2011

La plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, **qui s'est tenue à Genève du 9 au 13 mai 2011**, est devenue le plus important rassemblement mondial de toutes les parties prenantes (gouvernements, organismes des Nations-Unies, institutions financières internationales, organisations régionales, société civile et secteur privé, communautés scientifiques et académiques...) engagées dans la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience des communautés et des nations. Ce forum réunissait pour la 3ème fois, à Genève du 8 au 13 mai 2011, de très nombreux représentants de pays africains, européens, américains du Nord et du Sud, des pays asiatiques (en particulier du Japon) ou encore des pays de la péninsule indienne (Bangladesh)...

L'IFFO-RME : un acteur de la délégation française

La France, à travers une délégation coordonnée par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable, des Transports et du Logement et le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, était représentée par un large panel d'acteurs des risques majeurs parmi lesquels des représentants du ministère de l'Intérieur, de la Croix-Rouge, du Comité Français du Bouclier Bleu, de l'EPTB Loire... et des formateurs de l'IFFO-RME. Chacun a pu illustrer en complémentarité les 7 piliers de la politique nationale de prévention des risques majeurs (connaissance des phénomènes, surveillance, réduction de la vulnérabilité, maîtrise des ouvrages et de l'aménagement du territoire, information et éducation, préparation et retour d'expérience) qui contribuent à une meilleure résilience sociétale.

Tout au long du forum le stand français a pu informer, communiquer et valoriser les actions conduites sur le territoire national. Chaque jour un thème privilégié était mis en avant tel que l'éducation, le patrimoine, les inondations... Dans cette configuration l'IFFO-RME a trouvé sa place sur l'ensemble des journées en mettant en exergue des projets et des outils plus spécialement rattachés au thème du jour. Il a donc été question d'éducation sur toute la durée du forum, en appui sur les Gafforisk « inondations », « feux de forêt » et « nucléaire » (traduit pour l'occasion en anglais) et sur des panneaux d'exposition tour à tour installés sur le stand (1er degré sur les inondations, Gafforisk sur le nucléaire et un panneau de présentation de l'IFFO-RME).



Des communications spécifiques bilingues français/anglais sur l'IFFO-RME et le réseau de formateurs RMé, sur le Bouclier Orange (<http://www.bouclier-orange.org/>) et sur la journée départementale PPMS de Seine Maritime (<http://www.iffo-rme.fr/content/les-%C3%A9ves-de-la-seine-maritime-face-aux-risques-majeurs>) ont été proposées par Fabienne Frambourg (déléguée régionale Alsace de l'IFFO-RME), Frédéric Mouton (SIRACEDPC1 de Seine Maritime, formateur RMé) et Evelyne Allain (chargée de mission à l'IFFO-RME). Geneviève Baumont, formatrice RMé, experte de l'IRSN est venue soutenir le propos sur le risque nucléaire le 11 mai ; ce thème du nucléaire a été peu abordé sur les stands du forum, hormis sur celui de la France à travers en particulier les panneaux du Gafforisk radioactivité et nucléaire.

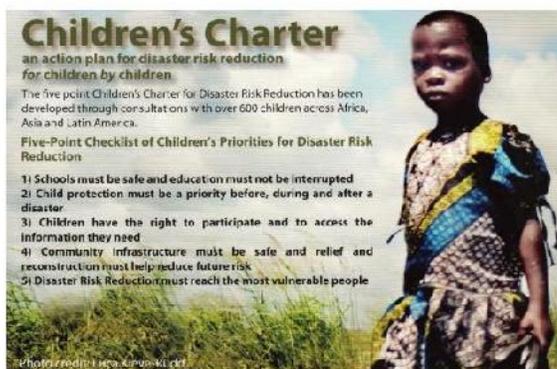
Les éventails ludo-éducatif Gafforisk, distribués à hauteur de 1000 exemplaires, ont remporté un vif succès. De même l'ensemble des documents d'information diffusés qui proposaient une approche des risques majeurs dépassant la « simple » planification préventive de crise.

Les représentants de l'IFFO-RME ont pris part ponctuellement aux ateliers et aux séances plénières du programme. Les réflexions formalisées ci-après sont le reflet de questionnements, de points de vue. Elles constituent un regard partiel et non une vue d'ensemble de la manifestation.

Des réflexions sur l'éducation aux risques majeurs à travers le monde et en France

Si les courtes interventions sur le marketplace, tribune publique au cœur des stands, faisaient état de nombreuses actions concrètes, les plénières et les tables rondes auraient mérité de dépasser l'énonciation de grands principes et des déclarations de bonnes intentions, qui font consensus. Les pays africains et notamment le Sénégal et le Mali, parviennent à (mieux) contextualiser la mise en œuvre effective d'une éducation aux risques majeurs en relation avec la famine et les enjeux sanitaires. Ils hiérarchisent ainsi des priorités d'actions dans le domaine des risques majeurs au regard d'enjeux plus larges (pauvreté, malnutrition...). L'éducation aux risques majeurs prend à travers leurs témoignages les dimensions sociales et humaines du développement durable qui lui sont rattachées.

Un atelier dédié aux jeunes a donné lieu à la signature de la « charte des enfants (<http://www.unicef.org/malaysia/2011-Childrens-Charter-Action-Plan-Disaster-Reduction.pdf>) ». Ces derniers constituent une population spécifique, vulnérable, dépendante. Cette dimension doit être intégrée dans tout développement d'une politique de résilience. Le tsunami de 2004 en Indonésie a fait plus de 35 000 orphelins et enfants séparés de leurs parents. Quelle a pu être leur prise en charge dans des circonstances aussi exceptionnelles ?



En France la situation n'est pas comparable à celle de pays ayant un faible indice de développement humain (IDH), la question de la prise en charge des enfants peut donc se poser en d'autres termes. Cette population est en effet très encadrée, en particulier en cas de crise majeure où elle est prise en charge par l'école. Dans ce cas la consigne donnée aux parents est de ne pas aller chercher leurs enfants à l'école. **Ainsi l'efficacité d'un Plan Particulier de Mise en Sureté dans les établissements scolaires (PPMS) tient en partie au niveau de confiance des adultes sur cette organisation.** Comment améliorer cette confiance sans qu'elle soit perçue par les parents comme un désengagement de l'adulte face à son enfant ? Au-delà de l'encadrement des enfants pendant la crise (laquelle peut parfois durer) il semble important de disposer de retour d'expériences sur la prise en charge post traumatique des jeunes à plus ou moins long terme dans notre pays, par exemple après la catastrophe AZF de Toulouse.

Le premier point de cette charte souligne l'importance de la continuité de l'école en cas de crise. En effet l'école est perçue comme un lieu « repère » pour les enfants et leur apporte un sentiment de stabilité voire de sécurité. C'est un sujet sur lequel pourrait se pencher le réseau de formateurs RMé, dans le prolongement du PPMS : construire un référentiel de continuité des services adapté au système éducatif français.

Les témoignages des jeunes intervenants autour de la table-ronde de l'atelier s'ancrent dans l'expérimentation d'une catastrophe, s'appuient sur leur vécu. L'approche éducative, largement portée par les participants au forum, issus pour beaucoup de la protection civile et de la gestion de crise, se base donc surtout sur le temps de la catastrophe et des conduites à tenir. Elle se décline ainsi sous l'angle d'une éducation aux situations d'urgence et moins d'une éducation à la prévention. La France en ce domaine marque une réelle singularité puisque c'est l'un des rares pays à soutenir une politique d'éducation préventive. Le pays présente nombre de risques majeurs dont l'occurrence de survenue reste faible. Il s'agit donc de sensibiliser et d'éduquer à un événement non ressenti, non tangible pour l'élève, difficulté qu'il est nécessaire de surmonter par un travail sur la représentation, la perception des risques majeurs, voire leurs conceptualisations et leurs projections dans son environnement. Une voie de travail qui pourrait s'ouvrir sur les risques majeurs serait la médiation « enfants à enfants » dans le cadre d'appariement entre établissements scolaires sur la thématique des risques majeurs. Des tentatives de rapprochement existent déjà par exemple à travers le Réseau des Ecoles Ambassadrices de la Prévention des Catastrophes Naturelles (http://www.prevention2000.org/cat_nat/reseau/page2.htm), entre établissements francophones.

Sur le volet éducatif, de la bouche même des enfants, les aspects théoriques (connaissance des risques) et pratiques (se protéger/survivre) sont complémentaires voire indissociables. L'un ne doit pas nécessairement prendre le pas sur l'autre. Le travail de l'IFFO-RME, qui défend depuis sa création la double approche opérationnelle et culturelle, s'est vu conforté par ces propos. On peut regretter cependant que les instances Education Nationale des différents pays n'aient pas apporté de témoignages sur la part qu'elles accordent à cette problématique à travers les programmes, les actions pédagogiques et tout au long de la scolarité, ce qui aurait permis (peut-être) d'identifier les essentiels de cette éducation.

Des réflexions sur la vulnérabilité et la résilience des pays à la lumière de la catastrophe japonaise

Ce 3ème forum s'inscrit dans des dynamiques de solidarité internationale Nord/Sud entre pays développés et pays en voie de développement. La catastrophe japonaise a mis en lumière la vulnérabilité d'un pays développé que tous pensaient le plus apte à surmonter une catastrophe, en particulier au regard de sa grande préparation face aux tremblements de terre. Le niveau de développement technologique, l'interdépendance d'état à états dans le cadre de la globalisation des marchés financiers et économiques ont créé de nouvelles vulnérabilités dans les pays du Nord qui peuvent se retrouver directement impactés par les effets d'une catastrophe qui a eu lieu de l'autre côté de la planète. Ce fait pose la question d'une solidarité Nord/Nord et ouvre le champ d'une évaluation des risques à d'autres échelles que celles usuellement considérées pour apprécier les 3 dimensions des catastrophes :

- Réévaluer l'aléa et les possibles effets dominos entre risques naturels et risques technologiques,
- Analyser les facteurs de vulnérabilité face à de telles conjonctions
- Décrire les leviers qui renforcent la résilience de la société et des communautés de vie après les catastrophes (cette dimension a été, à de nombreuses reprises, traitée dans les ateliers du forum)

La plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe pourrait mieux prendre en compte cette approche, de même les pays afin d'accroître leur résilience aux échelles internationale, nationale ou locale.



Enfin, un certain nombre d'échanges ont porté sur les normes de construction relatives à différents aléas. La norme génère une confiance des populations au bâti. Si elle peut être salvatrice, elle peut aussi avoir cet effet pervers de déresponsabiliser le citoyen face aux risques majeurs. Il apparaît alors important dans le cadre de l'information préventive des populations de leur préciser les incertitudes et les limites des dispositions prises, qu'elles soient relatives à la connaissance des phénomènes (par exemple : conséquences sur la santé d'un accident nucléaire, connaissances sur la propagation et les retombées d'un nuage radioactif...), aux modalités de construction (par exemple : digues calculées en référence à un niveau de crue spécifique...) ou encore relatives à la protection des populations (par exemple : capacité d'un Etat à organiser une évacuation d'ampleur, ...). Le citoyen peut dans ce cas prendre la mesure de son champ d'action et de sa responsabilité pour se mettre en sécurité individuellement, il peut également mieux participer aux actions de résilience qui permettront à sa communauté de minimiser les conséquences matérielles et psychologiques lors de l'évènement. Laisser penser que la prévention et l'organisation de crise sont « trop » maîtrisées, contribue à une perception de l'Etat providence dans lequel le citoyen n'a plus qu'à se laisser prendre en charge. Dans ce cas, améliorons-nous vraiment notre résilience ?

L'information des populations : des métiers pour l'avenir ?

Dans le domaine des risques majeurs, la connaissance de l'aléa, de la cinétique des phénomènes, de la densité de population, des infrastructures et réseaux constitue un large champ de recherches fondamentales et appliquées. Les « experts » détiennent un savoir que la population est en droit de réclamer et de partager. La vulgarisation et l'accès à l'information apparaissent alors comme les maillons d'une information efficace des populations pour qu'elles souscrivent aux politiques préventives développées et pour diminuer leur vulnérabilité. Une nouvelle niche professionnelle de médiateurs est à former et à développer. Le rôle des médias est aussi fondamental et nécessite une solide formation. Conscients des enjeux de leur communication et des nuances à apporter au traitement de leur sujet, ils pourraient devenir des relais plus fiables auprès des populations avant, pendant et après une crise. Enfin, les risques majeurs interpellent de très nombreuses disciplines par exemple la géographie permet d'agréger des données diverses et spcialisées (voire géo-référencées), qui facilitent la compréhension d'un territoire complexe. De tels outils peuvent contribuer à pérenniser des actions de prévention et de mitigation du risque au-delà du temps politique.

Les retombées et perspectives pour l'IFFO-RME

Pour l'IFFO-RME, être associé à cet évènement aura contribué à faire connaître l'Institut et le réseau de formateurs et à prendre des contacts avec des structures nationales (handicap international, CFBB...). Le forum aura également été l'occasion de rencontrer Me Christine Marin, députée européenne, Membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, qui s'est montrée vivement intéressée par le travail de l'Institut. Au-delà de nos frontières, le forum aura été l'occasion de valoriser le partenariat de l'IFFO-RME avec certains pays de l'Afrique francophone, l'appariement entre établissements scolaires français et étrangers est également une voie à investiguer : le Japon et la Syrie semblaient intéressés. L'IFFO-RME figure à présent sur le site Preventionweb (<http://www.preventionweb.net/english/>) de l'International Strategy for Disaster Reduction (ISDR)...

Ainsi cet espace d'échanges internationaux stimule le regard critique sur les politiques de prévention des catastrophes et ouvre des champs de réflexions dont le réseau de formateurs pourrait se saisir.

Evelyne Allain
Formatrice RMé
Chargée de mission à l'IFFO-RME

[Actualités \(/grandes-categories/actualites\)](#)

[Contactez-nous \(/contactez-nous\)](#) [Liens \(/liens\)](#) [Mentions Légales \(/mentions-legales\)](#)

Un partenariat



